

L'annonce de la sortie prochaine d'EDF du CAC 40 vient clore une année qui a été désastreuse pour EDF.

Parmi les facteurs de ce désastre :

- la loi de transition énergétique, signant la fermeture absurde de Fessenheim et imposant la réduction de la part du nucléaire,
- la fin des tarifs jaune et vert au 31 décembre 2015 en application de la loi NOME de 2010,
- la mise en demeure inique de la Commission européenne, remettant en cause les concessions hydro-électriques détenues par EDF et le modèle intégré,
- les inquiétudes sur le financement des 2 EPR au ROYAUME-UNI,
- et enfin, l'injonction faite par l'État à EDF de reprendre AREVA NP.

Tout cela a amené une perte de valeur de plus de 40 % pour cette année.

Ainsi, 10 ans après son introduction en bourse en grande pompe, EDF va quitter l'indice phare de cette institution. FO Énergie et Mines a combattu cette mise en bourse en 2005 et continue à militer pour une sortie pure et simple du marché financier.

*Les exigences de l'État
interpellent
sur le but poursuivi
par le gouvernement.*

Mais cette perte de confiance des marchés envers EDF fait écho, pour une fois, aux inquiétudes des salariés du groupe, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons.

Les exigences erratiques et contradictoires de l'État dans sa triple fonction de législateur, de régulateur et d'actionnaire, mènent EDF à des difficultés de plus en plus grandes et interpellent sur le but poursuivi par le Gouvernement, qui ne cesse de fragiliser le Groupe.

EDF est un symbole du service public républicain qui, dans ces périodes troubles de notre Histoire, doit plus que jamais être défendu et préservé.

C'est ce que les personnels, avec FO, feront dès demain 9 décembre encore en poursuivant la pression contre cette casse programmée de l'entreprise.